



Association de Gestion de la Maison des Mines et des Ponts

Extrait du Règlement de la Résidence

La vie associative nécessite des règles que chacun s'impose à lui-même dans l'intérêt de tous
La vie à la Maison des Mines et des Ponts repose sur le contrôle de soi et le respect des autres

La Maison des Mines et des Ponts (ci-après dénommée La Résidence) a pour objectif principal le logement des élèves des 3 Ecoles Mines/Ponts/ENSTA. Elle est gérée par une Association de Gestion régie par la Loi 1901 dont le Conseil d'Administration est composé de représentants bénévoles :

- Des Alumni des 3 Ecoles Mines/Ponts/ENSTA,
- Des directeurs des 3 Ecoles Mines/Ponts/ENSTA,
- Des représentants des résidents des 3 Ecoles Mines/Ponts/ENSTA.

Article 1 - Admission

- La Résidence est réservée, durant l'année universitaire, aux élèves des 3 Ecoles Mines/Ponts/ENSTA, selon une répartition fixée par son Conseil d'Administration.
- Un dossier de candidature est envoyé par l'intermédiaire des Ecoles ou directement par la Résidence, à chaque futur élève qui doit le retourner à la Résidence, dûment rempli avec les pièces exigées et mises à jour si nécessaire durant le séjour.
- **Tout élève qui ne se sera pas présenté à la Résidence dans les trois jours suivant la rentrée de son Ecole verra, de facto, sa candidature annulée ou repoussée en dernière place, et ce sans remboursement de sa caution.**
- La répartition des chambres est effectuée conjointement par la Direction de la Résidence et par les « Piauteurs » des 3 Ecoles, en tenant compte de priorités d'admission (essentiellement étrangers/provinciaux/banlieusards/parisiens).
- La très forte demande entraîne le plus souvent le logement à 2 par chambre.
- La procédure d'état des lieux d'entrée dans la chambre est systématique avec préparation du document par la Direction et signature obligatoire de l'élève.
- L'élève, une fois admis et logé, devient résident et doit respecter le présent Règlement de la Résidence, sous peine d'avertissement et d'éventuelle exclusion.

Article 2 - Durée du séjour

- Une chambre est réservée et attribuée pour l'année universitaire entière, éventuellement une partie d'année en cas de scolarité partielle hors Paris. Un changement de chambre peut se produire à l'initiative du Piauteur et/ou de la Direction. Et tout changement de chambre à chambre (souhaité par le résident) ne peut se faire qu'avec l'accord du Piauteur et de la Direction.
- **En cas de départ en cours d'année, un préavis écrit d'1 mois est exigé.**
- **La caution versée lors de l'admission est remboursée, après le départ définitif de la Résidence et dans un délai de 2 mois après contrôle d'éventuels règlements tardifs, sous réserve d'absence de dettes de loyers et/ou de dégâts constatés par rapport à l'état des lieux d'entrée et/ou de mobilier personnel non enlevé.**
- **Le départ en fin d'année doit s'effectuer dans les 24 heures suivant la fin des cours,** afin de permettre l'accueil des résidents d'été, nécessaire à la bonne gestion de la Résidence.

- Les élèves qui voudraient rester dans la Résidence durant l'été ne sont autorisés à le faire que pour des raisons de stage à Paris (ou équivalent) et doivent alors en prévenir la Direction au moins 1 mois avant la date de fin des cours et se regrouper à 2 par chambre.

Article 3 - Redevance d'hébergement

Le résident bénéficie d'une chambre meublée affectée, et aussi de l'accès à de nombreuses parties communes, telles que douches et sanitaires, fourniture de draps et entretien hebdomadaire de sa chambre, et enfin pour l'immeuble du 270 rue Saint Jacques (sauf durant l'été) accès à des salles de musique, de sport et polyvalente en sous-sol. De ce fait, le résident n'acquiesce pas un loyer **mais une redevance**.

3.1. Paiement de la redevance

- La redevance facturée mensuellement est exigible à réception de la facture.
- Les mois incomplets, par exemple septembre et juin ou juillet, sont facturés au pro rata temporis, compte tenu toutefois que toute semaine commencée est due.

3.2. Le non-paiement de la redevance entraîne l'exclusion de la Résidence

- **Le résident a l'obligation de régler sa redevance chaque mois.**
En cas de retard, il est relancé par mail, courrier et intervention du piauleur et/ou la direction de son Ecole.
- **En cas d'impayé dépassant 3 redevances mensuelles**, il lui est adressé par la Direction une lettre (éventuellement recommandée) l'informant de sa situation de pré-exclusion **et faisant état de sa dette majorée de 100 € pour couvrir les frais de gestion de cette pré-exclusion.**

Le résident pré-exclu ne dispose que de 30 jours pour régler l'intégralité de sa dette.

A défaut, sa pré-exclusion se transformera automatiquement en exclusion définitive avec enlèvement de ses affaires personnelles et conservation provisoire de celles-ci au sous-sol de la Résidence et relocation de sa chambre à un autre élève en liste d'attente.

Si une telle situation de pré-exclusion intervenait en juin lors du départ en vacances, et qu'il ne se produise aucune régularisation durant l'été, il est bien évident que le résident concerné ne bénéficierait d'aucune chambre à la rentrée suivante.

Article 4 - Aide Personnalisée au Logement

- Dès la rentrée et avec l'aide de la Direction, le résident s'engage à constituer un dossier d'APL en précisant bien que l'allocation est à verser directement à la Résidence.
- Selon la décision de la CAF, il lui reviendra de faire le nécessaire pour s'assurer du suivi de son dossier.
- La Résidence déduit automatiquement des redevances dues les allocations reçues.
- Dans certains cas, les allocations peuvent être versées groupées et entraîner pour le résident un solde comptable créditeur ; **le solde créditeur intermédiaire éventuel ne sera remboursé qu'au moment du départ et du solde des comptes.**

Article 5 - La chambre

La règle est le binôme sauf exception prévue et fixée par le conseil d'administration et par les élèves chargés de l'accueil et de la gestion des chambres (les Piauteurs).

5.1. Respect du matériel et Hygiène

- Chaque résident est responsable avec son co-résident du mobilier : lit, table, chaises, étagères, ainsi que de la literie : couverture, draps (changés tous les 15 jours).
- L'usage de la mini-cuisine est limité à la préparation de petits déjeuners et de repas simples (cuisson sur petite plaque électrique, chauffage d'un plat cuisiné dans un micro-onde), pour des raisons d'hygiène et de sécurité.
- **SONT INTERDITS : les appareils à gaz, les fours électriques, les friteuses et autres appareils de ce type, ainsi que les machines à laver.**
- Aucune fixation ou modification d'installation électrique n'est autorisée.
- **L'installation de meubles encombrants (c'est-à-dire dont l'une des dimensions dépasse 1m50) est interdite. Sont également interdits tous les meubles pouvant faire office de couchage supplémentaire, quelle que soit leur dimension : canapés convertibles ou non, fauteuils convertibles, matelas d'appoint etc...**
- **L'installation de petits meubles personnels est tolérée, telle que tables, étagères, fauteuils, pour autant que ces meubles personnels soient retirés à chaque fin de location. A défaut les frais d'enlèvement seront facturés et déduits de la caution.**
- Concernant les vélos, il est recommandé d'utiliser ceux à disposition dans la station Velib située au 270 rue St Jacques. **Les résidents qui souhaiteraient utiliser un vélo personnel ont l'obligation de le ranger dans le local à vélos situé au sous-sol et l'interdiction de le faire dans leur chambre.**

5.2. Entretien

Les résidents doivent entretenir leur chambre, la ranger (et faire leur lit) afin que le personnel de service puisse, aux heures de service, faire le ménage et procéder aux visites régulières d'hygiène et de sécurité, et aux réparations éventuelles, visites auxquelles le résident ne pourra pas s'opposer.

5.3. Logement interdit à toute personne tierce

- Les résidents **ne peuvent mettre leur chambre** (même en cas de débinomage) **à la disposition d'une tierce personne n'ayant pas été admise comme résidente, ni héberger qui que ce soit.**
- **L'hébergement de tout type d'animal est également interdit.**

5.4. Couverture directe des risques locatifs

L'Association de Gestion n'est responsable d'aucun vol qui pourrait survenir dans les chambres ou dans les parties communes mises à disposition. Ces risques de vol ou de tout autre sinistre locatif peuvent être couverts par une assurance Risques locatifs-habitation souscrite directement par le résident, ou le cas échéant par ses parents pour son compte.

Article 6 - Accès et visites à la Résidence

- La Résidence du 270 rue Saint Jacques est ouverte 24h sur 24, la porte principale étant fermée à clef à 22h. Seuls les résidents disposent d'un badge, **mais doivent veiller à ne pas favoriser l'accès à des personnes extérieures à la Résidence et/ou indésirables.**
- Les résidents peuvent recevoir des visites, et sont responsables de leurs visiteurs.

Article 7 - Respect de la vie collective

- Chaque Résident s'engage, en signant le présent Règlement, à respecter en permanence, dans sa chambre et dans les parties communes (notamment pour le 270 rue Saint-Jacques, les couloirs et les espaces du rez-de-chaussée et du 1^{er} sous-sol), la tranquillité des autres résidents, et aussi celle du voisinage et de l'environnement de jour comme de nuit, notamment entre 22h et 7h, conformément à la réglementation de la Ville de Paris, où calme et tranquillité doivent régner.
- Chaque Résident s'engage également à respecter les équipements et mobiliers mis à sa disposition dans les parties communes. **Les dégradations constatées dans les parties communes seront prises en charge par les responsables de la dégradation. Si ces derniers ne se sont pas fait connaître auprès de la Direction ou des Piauleurs, dans les quinze jours suivant la constatation de la dégradation, le montant des dégâts sera réparti sur l'ensemble des Résidents présents à l'époque de la dégradation.**
- Musique excessive, chahuts, jets d'objets à l'extérieur ne sauront être tolérés et pourront conduire à des sanctions.
- Les sanctions (avertissements, exclusion temporaire ou exclusion définitive) seront prononcées en Conseil d'Administration, sur proposition de la Direction. En cas exceptionnel, la Direction pourra saisir en urgence (y compris par mail) le Conseil d'Administration pour prononcer une sanction.

Version Juin 2021